

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/382  
1<sup>er</sup> novembre 1999

(99-4707)

Conseil général

Original: anglais

## PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

### Programme de travail futur de l'OMC: proposition d'établissement d'un groupe de travail du commerce et du travail

#### *Communication des États-Unis*

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 octobre 1999.

#### **Proposition**

1. À la réunion de 1999 à Seattle, les Ministres de l'OMC devraient convenir d'établir à l'OMC un groupe de travail du commerce et du travail. Ce groupe serait doté d'un mandat clairement défini, travaillerait sous la supervision du Conseil général et établirait un rapport soumis à l'examen des Ministres.
2. Le phénomène de la mondialisation, y compris les préoccupations concernant la sécurité de l'emploi, a suscité des préoccupations quant aux effets du système commercial multilatéral sur les niveaux de vie et les possibilités d'emploi des hommes et des femmes dans le monde. Les États-Unis estiment que l'OMC devrait apporter une contribution importante à ce débat. Le groupe de travail que nous proposons est un moyen approprié pour permettre à l'OMC de le faire.

#### **Contexte**

3. En janvier (document WT/GC/W/139), puis à nouveau au Conseil général fin juillet, les États-Unis ont proposé l'établissement d'un programme de travail futur à l'OMC qui porterait sur les questions commerciales liées aux questions du travail pour lesquelles, à leur avis, les Membres de l'OMC tireraient parti de renseignements et d'analyses additionnels sur ces liens et les travaux effectués à l'OIT.
4. Cette proposition d'établissement d'un nouveau groupe de travail à Seattle traduit les objectifs énoncés dans le préambule de l'Accord sur l'OMC et dans le texte convenu à Singapour. En particulier, les travaux du groupe, tel que nous les concevons, seraient limités aux questions suivantes:
  - a) *commerce et emploi* - examen des effets de l'augmentation des échanges et investissements internationaux sur le niveau et la structure de l'emploi dans les différents pays;

- b) *commerce et protection sociale* - examen des liens entre l'ouverture accrue dans le domaine du commerce et de l'investissement et la portée et la structure de la protection sociale fondamentale et des dispositifs de sécurité dans les pays développés et en développement;
- c) *commerce et normes fondamentales du travail* - examen des liens entre le développement économique, les échanges et investissements internationaux et la mise en œuvre des normes fondamentales du travail;
- d) *incitations positives en matière de politique commerciale et normes fondamentales du travail* - examen des incitations positives en matière de politique commerciale qui pourraient être mises en place pour promouvoir la mise en œuvre des normes fondamentales du travail;
- e) *commerce et travail forcé des enfants ou pratiques de travail qui exploitent les enfants* - examen de l'ampleur du travail forcé des enfants ou des pratiques de travail qui exploitent les enfants dans les secteurs d'activité participant au commerce international; et
- f) *commerce et dérogation aux normes nationales du travail* - examen des effets de la dérogation aux normes nationales du travail (y compris dans les zones industrielles travaillant pour l'exportation) sur le commerce international, l'investissement et le développement économique.

5. Le groupe de travail aura pour objectif, pendant les deux premières années, d'établir un rapport sur ses débats qui sera soumis à l'examen des Membres de l'OMC à la quatrième Conférence ministérielle. Pour mener ses travaux, le groupe aurait intérêt à avoir des consultations et à collaborer avec l'OIT, les institutions financières internationales et la CNUCED. En vue de faciliter ce type de collaboration, l'OMC souhaiterait que l'OIT demande le statut d'observateur.

### **Justification**

6. Les Membres de l'OMC partagent le point de vue selon lequel leurs relations économiques et commerciales devraient être orientées vers le relèvement des niveaux de vie et la réalisation du plein emploi et d'un niveau élevé et toujours croissant du revenu réel. Ces objectifs correspondent au principe fondamental de l'OMC selon lequel la poursuite de l'expansion des échanges peut favoriser de meilleures possibilités pour le plus grand nombre. Une recherche plus poussée dans ce domaine consistera à examiner les conséquences d'un commerce accru sur l'emploi et la protection sociale, ce qui est parfaitement compatible avec la conclusion formulée à Singapour selon laquelle la croissance économique et le développement favorisés par les échanges commerciaux contribuent à la promotion de meilleures conditions de travail. En outre, ces travaux seraient pleinement conformes à l'engagement pris à Singapour selon lequel les questions liées aux normes du travail ne devraient pas être utilisées pour compromettre l'avantage comparatif ou à des fins protectionnistes.

7. À Singapour, les Membres ont renouvelé leur engagement d'observer les normes fondamentales du travail internationalement reconnues et ont appuyé la collaboration entre l'OMC et l'OIT. Ils ont également reconnu que l'OMC et l'OIT étaient dotées de mandats différents et que, si l'OIT avait pour mission d'élaborer et de superviser les normes du travail, l'OMC quant à elle devait promouvoir un système commercial international libéral. Une fois encore, l'approche proposée est pleinement compatible avec le consensus obtenu à Singapour.

---